



REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration et la coordonnatrice les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année.

Nous remercions également la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité au Burkina Faso.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, président
Manon Perron, CCMM-CSN, vice-présidente
Shirley Dorismond, FIQ, trésorière
Denise Gagnon, FTQ, secrétaire

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Marc Thibault-Bellerose, FIQ
Jean Lacharité, CSN
Luc Beauregard, CSQ

Micheline Jourdain, AREQ
Pierre-Antoine Harvey, SCC-CSQ
Benoît Lacoursière, FNEEQ-CSN
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos
Vincent Leclair, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
Marie-Andrée L'Heureux, Unifor Québec
Rachel Sarrasin, membre individuelle

MOT DU PRÉSIDENT LUC ALLAIRE

Développer la solidarité !

Développer la solidarité, telle est la mission du Centre international de solidarité ouvrière depuis sa création en 1975.

Développer la solidarité, cela commence chez soi. Cela peut sembler évident, et pourtant, le CISO est unique en son genre. Il est en effet l'un des seuls organismes de solidarité et de coopération internationale au monde qui réunisse des organisations syndicales dans l'objectif de renforcer les liens entre les travailleuses et les travailleurs d'ici et du Sud.

Afin de développer la solidarité au Québec, le CISO a amorcé une vaste campagne pour dénoncer l'esclavage moderne auprès des milieux syndicaux, communautaires, étudiants... Cette campagne est nécessaire car dans notre vie quotidienne, nous utilisons des outils comme les téléphones intelligents dont certaines composantes sont produites par des esclaves modernes, dont de nombreux enfants. Les multinationales comme Apple ou Samsung qui nous vendent ces produits se cachent derrière des chaînes d'approvisionnement qui puisent dans des mines de cobalt en République démocratique du Congo, où de graves violations des droits des enfants ont cours. Nous achetons des crevettes qui viennent de Thaïlande où les pêcheurs principalement migrants subissent des conditions d'esclavage moderne, ou des petits fruits en provenance du Mexique qui sont récoltés grâce au travail forcé de nombreuses familles.

Afin de développer la solidarité au Canada, le CISO mène une campagne sous le titre « Non à l'esclavage moderne : les travailleuses domestiques ont des droits ! » Le CISO a ainsi interpellé le gouvernement libéral afin que le Canada ratifie la Convention 189 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, et qu'il s'assure de la conformité des législations provinciales et territoriales par rapport à la Recommandation 201, qui précise les modalités concrètes de mise en œuvre de la Convention.

Le CISO a obtenu l'appui de 65 groupes de la société civile et syndicats afin de lancer un message fort au gouvernement fédéral qui, malheureusement, refuse toujours de ratifier cette convention. Nous sommes en

2019, disons-nous au premier ministre Trudeau, l'année du centenaire de l'OIT. Le Canada doit montrer l'exemple dans cette lutte importante.

La campagne menée par le CISO a cette année permis de rejoindre tout près de 3,5 millions de personnes à travers les publications dans les médias et les présentations.

Développer la solidarité, c'est aussi organiser des événements. Ainsi, le CISO a organisé avec ses partenaires syndicaux et de la société civile une conférence sur l'autodétermination du peuple palestinien qui a permis d'approfondir la réflexion sur ces enjeux. Il a participé aux Journées québécoises de la solidarité internationale dont le thème était « Quel est le rôle joué par le système scolaire québécois dans la construction d'une citoyenneté mondiale ? » Il a aussi organisé un colloque sur le Mexique qui portait sur les luttes syndicales et la défense du territoire.

Afin de développer la solidarité internationale, le CISO a appuyé le démarrage d'un nouveau projet d'appui à l'organisation des travailleuses et travailleurs du recyclage informel au Mexique, en partenariat avec le Front Authentique du Travail (FAT). Ce projet s'adresse à des travailleuses et travailleurs particulièrement vulnérables afin qu'ils puissent améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie et de travail. Le CISO a également fait parvenir de nombreuses lettres de plaidoyer afin de dénoncer différentes situations, comme la disparition de travailleuses et de travailleurs mexicains, les tactiques d'intimidation, de harcèlement de persécution des militantes et militants qui défendent leurs territoires dans la Sierra Negra au Mexique, le rôle joué par le Canada dans le coup d'État en cours au Venezuela, etc.

Au cours de la prochaine année, le CISO poursuivra son travail de renforcement des liens entre travailleuses et travailleurs d'ici et d'ailleurs en organisant notamment un stage intersyndical en Haïti ou au Mexique, en travaillant au renforcement des organisations syndicales à l'international et en renforçant les moyens d'action du CISO.

Bref, nous pouvons être fiers de faire partie du CISO et de contribuer au développement de la solidarité ici et ailleurs.

Luc Allaire
Président du CISO

ÉDUCATION

Depuis sa fondation en 1975, la mission du CISO, soit de « développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et les travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique », se concrétise à travers son projet éducatif. À cet égard les diverses interactions du CISO avec les centrales syndicales, plusieurs fédérations et syndicats locaux contribuent à renforcer cette solidarité par nos activités d'éducation à la solidarité internationale.

CAMPAGNE SUR L'ESCLAVAGE MODERNE

Le CISO a amorcé en 2017 une campagne de 3 ans sur l'esclavage moderne. Financée par le Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale du ministère des Relations internationales de la Francophonie, cette campagne vise la mobilisation, l'éducation et la sensibilisation aux droits fondamentaux du travail auprès des milieux syndicaux, communautaires, de défense des droits, de solidarité internationale et des milieux étudiants. Cette année, entre mai 2018 et avril 2019, à travers les publications dans les médias et les présentations, la campagne a permis de rejoindre tout près de 3 545 000 personnes.

LES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES ONT DES DROITS

La première année de la campagne portait sur la défense des droits des travailleuses domestiques afin d'interpeller le gouvernement libéral sur cet enjeu. Nos demandes :

- la ratification de la Convention 189 de l'OIT sur les travailleurs et travailleuses domestiques par le Canada;
- la mise en conformité des législations provinciales et territoriales par rapport à la Recommandation 201, qui précise les modalités concrètes de mise en œuvre de la Convention.

Sous le titre « *Non à l'esclavage moderne : les travailleuses domestiques ont des droits!* » nous avons réalisé une série de quatre fiches présentant la Convention 189, la situation des travailleuses

domestiques au Québec et au Canada, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

Afin de lancer un message fort au gouvernement fédéral, nous avons obtenu l'appui à notre campagne de 65 groupes de la société civile et de syndicats du Québec et du Canada. Nous avons rejoint plusieurs nouveaux groupes de secteurs très divers, formé de nouvelles alliances et sensibilisé de nouveaux publics.



Parmi toutes nos activités soulignons :

- l'obtention de résolutions d'appui à notre campagne par plusieurs organisations dont le FRA-PRU, le MAC-Montréal, la TROVEP-ESTRIE, la MMF-ESTRIE et la CDPDJ;
- la tenue de kiosques afin de rejoindre la population étudiante notamment à l'Université Concordia, au Cégep du Vieux-Montréal et au Cégep Ahuntsic;
- la présentation de notre campagne auprès de plusieurs groupes de la société civile dont l'Entraide missionnaire, le CATHI, les CALACS, la Centre Justice et Foi, Illusion Emploi Estrie, l'UT-TAM;
- la tenue de kiosques et de présentations lors d'événements des organisations syndicales, particulièrement lors des conseil généraux, des conseil régionaux et des congrès, notamment auprès de la CSQ, la FNEEQ, la CSN, la FTQ, la FIQ et l'APTS;
- la mise à jour régulière de l'évolution de la campagne sur le site web du CISO et sur la page Facebook.

Parallèlement, le CISO a mené une importante opération de signatures pour appuyer notre pétition à l'intention du gouvernement canadien. <A

l'occasion de la Journée internationale des travailleuses domestiques, le CISO, accompagné de ses partenaires le CQFD, l'AQOCI, et l'ADDPD a participé le 15 juin 2018 à un premier point de presse chapeauté par la députée Monique Pauzé du Bloc Québécois, appuyée par Elizabeth May, députée du Parti Vert, et de Karine Trudel, du NPD, pour présenter nos demandes au gouvernement canadien.

Le 4 octobre 2018, nous avons officiellement déposé notre pétition de plus de 5000 signatures au Parlement du Canada. Lors de ce dépôt nous avons tenu un point de presse avec les députées Monique Pauzé, Anne Minh-Thu Quach du NPD et Elizabeth May. De plus, Dominique Daigneault du CCMM-CSN, Shirley Dorismond de la FIQ, Luc Allaire de la CSQ, Hannah Deegan de l'ADDPD et Evelyn Calugay de PINAY ont participé à cette action. Onze médias régionaux et nationaux ont souligné l'événement et partagé nos revendications.

Les actions pour défendre les travailleuses domestiques et obtenir la ratification de la Convention 189 se poursuivent. Nous acceptons les invitations à présenter nos demandes et poursuivre notre mission d'éducation et de sensibilisation afin de mettre fin à l'esclavage moderne vécu par des dizaines de milliers de ces travailleuses ici et à l'étranger. Ainsi nous prévoyons faire entendre notre voix lors de prochaines élections fédérales à l'automne 2019 et ce, afin d'obtenir des engagements fermes de la part des partis politiques.

NON AU TRAVAIL FORCÉ DANS LES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRE ET ÉLECTRONIQUE

Le 9 avril 2019, lors d'un événement public organisé par le CISO, nous avons lancé la campagne de l'an 2 « *Non à l'esclavage moderne : le travail forcé, une lutte à finir* » avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI), ainsi que le Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ).

Dans le cadre de cette campagne nous publions cinq fiches spécifiques portant sur :

- les Conventions et le Protocole relatifs au travail forcé;
- l'industrie agroalimentaire de la crevette en Thaïlande, des petits fruits au Mexique, du

cacao en Côte d'Ivoire, de la tomate en Chine et en Italie;

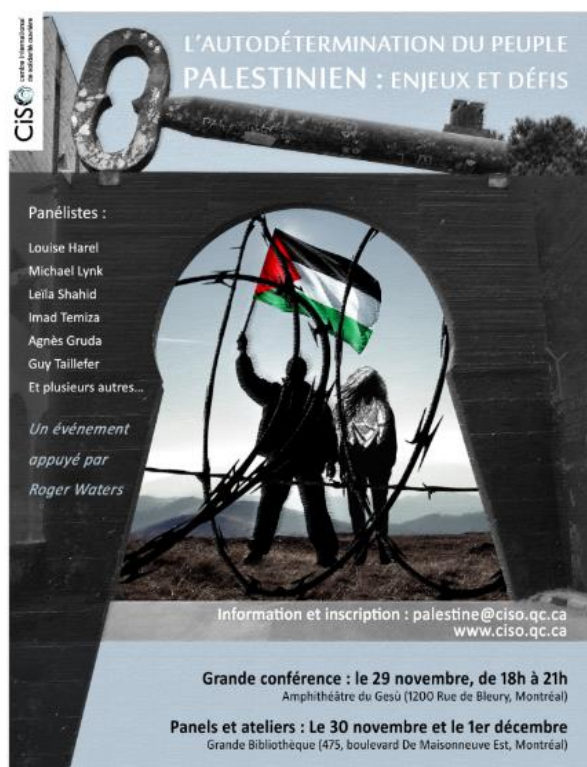
- l'industrie de l'électronique en Chine et l'extraction du cobalt en République démocratique du Congo ;
- le travail migrant temporaire en agriculture au Québec et au Canada;
- les actions possibles pour lutter contre le travail forcé.



Notre campagne porte sur l'industrie agroalimentaire et interpelle les cinq plus grands distributeurs alimentaires au Québec soit : Loblaw, Metro, Sobeys, Costco et Walmart. Nous leur avons adressé une lettre précisant nos demandes concernant la transparence de leurs chaînes d'approvisionnement, la traçabilité des produits vendus et les actions concrètes mises en place pour le respect des droits des travailleuses et des travailleurs de l'industrie agroalimentaire.

Parallèlement nous recueillons aussi la signature de personnes qui appuient cette demande pour inviter ces grands distributeurs à répondre à nos questions. De plus, nous répondons aux invitations reçues afin de discuter de ce dossier avec les groupes et les organisations syndicales. Nous avons sensibilisé les groupes par des ateliers au Réseau Environnement de la CSQ; une présentation aux étudiant.e.s du Cégep de Valleyfield, une rencontre avec l'exécutif de l'APTS ou des kiosques lors d'instances syndicales à la CSQ, la CSN et à l'AREQ Montréal. Nous prévoyons accentuer ces rencontres, particulièrement à l'automne en réponses aux invitations reçues.

CONFÉRENCE « L'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE PALESTINIEN: ENJEUX ET DÉFIS »



Du 29 novembre au 1er décembre 2018, grâce à l'appui de plusieurs syndicats membres, le CISO organisait une grande conférence sur la Palestine et parrainée par Roger Waters, ancien membre du groupe Pink Floyd. Environ 300 personnes participantes ont pu échanger avec des invité.e.s de très haut calibre et analyser la situation en se fondant sur les standards reconnus de droit international et des droits humains. Les conférences ont présenté une perspective critique de la politique étrangère canadienne ainsi que de la couverture médiatique sur la Palestine. L'événement a fait état des luttes, autant en Palestine qu'à l'international, des différentes approches et campagnes de solidarité en cours, de possibles pistes d'action pour le mouvement syndical québécois et de façon plus large, pour l'ensemble de la société civile.

Le CISO a pu bénéficier d'un comité d'expert.e.s du milieu académique et de la société civile, notamment des syndicats, pour l'appuyer dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce projet. La coordination logistique a été faite grâce à l'apport important de Rana Atié. Ce projet a été accompagné d'une concertation plus large ayant mené à la publication

de la lettre « Palestine : alerte à l'injustice », en collaboration avec les Artistes pour la paix, publiée dans Le Soleil, le Huffington Post et l'Aut'journal. Cette lettre a été signée par 25 artistes, 8 présidences syndicales, ainsi que le Conseil d'administration des Artistes pour la Paix. Le CISO a eu la chance de bénéficier de l'appui de Roger Waters pour créer une vidéo sur la conférence, qui a été vue plus de 13000 fois et partagée près de 300 fois.

Moment fort de l'année 2018-2019, cette conférence a mobilisé un public très varié, a permis d'approfondir la réflexion sur ces enjeux et suscité beaucoup d'enthousiasme. Malheureusement, elle n'a pas atteint son objectif de rejoindre en priorité les militantes et militants des organisations syndicales. Au cours de l'année à venir, nous comptons donc utiliser le solde budgétaire affecté à la conférence pour développer des outils d'information et de sensibilisation à l'intention des membres des syndicats. Nous tenons à remercier chaleureusement tous les syndicats qui ont généreusement contribué à ce projet d'envergure.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI)

Le CISO est membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Chaque année nous contribuons à organiser les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) et participons aux activités de coordination nationales et montréalaises.

En 2018, le thème des JQSI était l'éducation, avec en trame de fond une question : « *quel est le rôle joué par le système scolaire québécois dans la construction d'une citoyenneté mondiale?* ».



Pour aborder ce thème, le CISO a co-organisé un événement avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), Développement et Paix ainsi que le Projet accompagnement Québec-

Guatemala (PAQG), portant sur l'éducation populaire à travers des expériences pratiques dans différents pays. Une vingtaine de personnes ont participé à l'événement.



Les panélistes étaient :

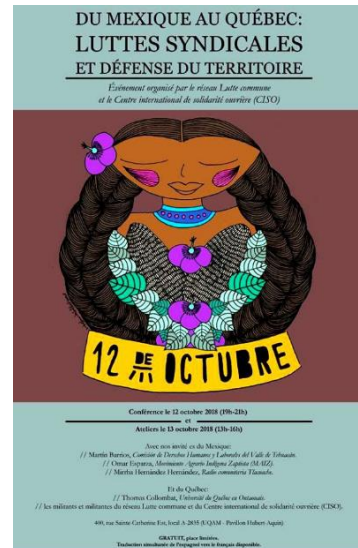
- Yomeylis Astacio Ortiz, journaliste, membre de l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALLER);
- Maudilla Lopéz Cardona, coordonnatrice de la pastorale des Défenseur.e.s de la Terre Mère au Guatemala;
- Diana Potes, militante colombienne impliquée dans la défense du territoire;
- Éric Laroche, conseiller au programme des Établissements vert Brundtland de la CSQ.

COLLOQUE SUR LE MEXIQUE

Suite au stage intersyndical du CISO en décembre 2017, en collaboration avec le réseau Lutte commune et le SLAM, le CISO a co-organisé une grande conférence « Du Mexique au Québec: Luites syndicales et défense du territoire » les 12 et 13 octobre à Montréal, et le 16 octobre à Saint-Jérôme, en compagnie de nos partenaires : Martin Barrios, de la *Comisión de Derechos Humanos y Laborales del Valle de Tehuacán* et Omar Esparza du *Movimiento Agrario Indígena Zapatista (MAIZ)*.

En effet, la ville de Tehuacán, située dans l'État de Puebla, s'est transformée, dans la foulée de l'ALENA, en capitale de la production du jeans au Mexique. Les maquiladoras de nombreuses multinationales du secteur de l'industrie textile y sont installées, profitant d'un contexte de déréglementation en matière de droits du travail et de respect de l'environnement, ainsi que d'un vaste dispositif de répression policière et d'impunité. Parallèlement, des projets d'exploitation minière sont en cours de développement dans la Sierra Negra qui borde la région, non sans impacts sur les communautés autochtones qui y résident et sur leurs

territoires. Cet événement a ainsi permis de mieux connaître les luttes syndicales et de défense du territoire qui ont cours en ce moment dans la région de Tehuacán au Mexique et d'échanger sur les parallèles à faire avec la situation au Québec et les actions de solidarité internationale à mener ensemble auprès des populations mexicaines.



AUTRES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES

- Le 13 avril 2018, souper-conférence sur les droits humains en Haïti en compagnie de Marc-Arthur Fils-Aimé de l'Institut culturel Karl-Lévesque (ICKL), Haïti;
- 5 mai 2018, présentation sur l'avenir de la solidarité internationale dans le cadre de l'événement de clôture de l'Entraide missionnaire;
- Le 18 mai 2018, présentation sur la mondialisation, la solidarité internationale et la décolonisation au Cégep du Vieux-Montréal;
- Le 19 mai 2018, conférence sur l'internationalisme syndical dans le cadre de la Conférence *la Grande Transition*;
- Le 22 mai, projection du film « Petites bonnes asiatiques : invisibles esclaves modernes » et discussion au CJF;
- Le 24 mai 2018, présentation de la campagne pour la ratification de la Convention 189 et adoption d'une résolution d'appui au Congrès de la FNEEQ-CSN à Sherbrooke;
- Le 4 juin, présentation de la campagne sur les droits des travailleuses domestiques à l'AG du CRFTQMM;
- Le 5 juin, projection du film « Petites bonnes asiatiques » à Sherbrooke et discussion;
- Présentation publique au forum alternatif du G7 le 9 juin 2018;

- Le 13 juin 2018, présentation sur les droits des travailleurs et les outils promotionnels à l'Assemblée générale de la FIQ;
- Le 14 novembre 2018, le CISO s'est déplacé à Sherbrooke à la demande de la Marche mondiale des femmes de l'Estrie pour parler des droits des travailleuses domestiques;
- Conférence sur le travail forcé dans la production du cacao en Côte d'Ivoire, le 19 février 2019 à l'UdeM;
- Présentation de la campagne sur le travail forcé en agroalimentaire devant les représentants de l'AREQ de Montréal, le 22 février 2019;
- 31 février 2019, participation au tournage d'une capsule sur le développement durable auprès du comité des jeunes de la FIQ;
- Le 6 mars 2019, discussion avec le comité autochtone de la Ligue des droits et libertés sur l'an 3 de la campagne sur la Convention 169 de l'OIT;
- Le 8 mars 2019, présentation de la campagne sur les droits des travailleuses domestiques à l'UTTAM;
- 26 mars 2019, Conférence sur le travail forcé pour étudiant.e.s du Cégep de Valleyfield;
- Le 6 avril 2019, atelier de formation des stagiaires Québec sans frontières (QSF) d'Alternatives sur le droit international du travail et l'action syndicale.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Au cours de l'année 2018-2019, le CISO a appuyé le démarrage d'un nouveau projet d'appui à l'organisation des travailleuses et travailleurs du recyclage informel (« *pepenadores* ») au Mexique, en partenariat avec le *Frente Auténtico del Trabajo* (FAT), et poursuivi, puis conclu son appui à un projet d'organisation des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle au Burkina Faso.

MEXIQUE : NOUVEAU PROJET ET RENFORCEMENT D'UN PARTENARIAT HISTORIQUE AVEC LE FAT



Avec un appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) et en collaboration avec le FAT, partenaire historique du CISO, nous démarrons début septembre 2018 un nouveau projet d'appui à l'organisation des travailleuses et travailleurs du recyclage informel au Mexique.

Ce projet, d'un budget total de 40 000\$, vise à :

- renforcer cinq regroupements existants de « *pepenadores* », en priorité dans l'État de Guanajuato mais aussi dans les États de Durango et Chihuahua, au moyen d'activités d'organisation, de formation et de développement des capacités ;
- contribuer à l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions de vie et de travail en préparant la mise en place d'initiatives d'économie solidaire au sein d'au moins un des regroupements à Guanajuato ;
- renforcer la structure nationale qui fédère les cinq regroupements : l'*Unión de Trabajadores de Desechos Sólidos Industrializables Lázaro Cárdenas del Río*.

Le projet s'adresse à des travailleuses et travailleurs particulièrement vulnérables, en butte à la discrimination, à l'exploitation et au harcèlement et œuvrant dans des conditions de santé et sécurité extrêmement précaires. Ces travailleuses et travailleurs jouent pourtant un rôle essentiel pour la protection de l'environnement, se consacrant aux seules activités de recyclage des déchets qui prennent place dans la plupart des municipalités mexicaines.

entente avec les partenaires pour assurer le maintien du local du projet à Ouagadougou pour une période d'un an.



APPUI À L'UNIVERSITÉ POPULAIRE EN HAÏTI

L'Université populaire est une activité de formation, de réflexion collective et de renforcement des cadres des mouvements populaires et paysans haïtiens, organisée conjointement par le Programme Alternatif de Justice (PAJ), l'Institut de Technologie et d'Animation (ITECA), la *Platefòm Ayisyen Playdoye pou yon Devlopman Altènatif* (PAPDA), la *Sosyete Ayisyen Kominikasyon Sosyal* (SAKS), *Solidarite Fanm Ayisyèn* (SOFA) et l'Institut Culturel Karl Levêque (ICKL), qui a lieu chaque année au cours de l'été. L'édition 2019 est organisée autour du thème « Développement des capacités mobilisatrices des entreprises sociales et solidaires en vue d'un impact réel sur la société ».

Un accent particulier sera mis sur la participation des syndicats ouvriers haïtiens, lesquels sont encore peu impliqués dans des initiatives d'économie sociale et solidaire (mutuelles, coopératives, entreprises de transformation) en Haïti.

Le CISO n'avait pas été en mesure de contribuer financièrement à l'édition 2018 de l'Université, faute de ressources, mais souhaite cette année apporter une contribution de 1 500\$ afin d'appuyer la poursuite de ces échanges entre différents secteurs du mouvement populaire, communautaire et syndical haïtien.

PLAIDOYER

Le CISO souhaite contribuer à faire changer les politiques et les lois des gouvernements canadien, québécois ou d'autres pays, qui contribuent à augmenter l'injustice. Il tente ainsi par des lettres, pétitions, rencontres de plaidoyer, d'influencer les décideur.e.s en faveur d'un plus grand respect des droit et travailleurs.

LETTRES DE PLAIDOYER AUX AUTORITÉS POLITIQUES ET ENTREPRISES

- Le 6 septembre, le CISO ainsi que plusieurs organisations ont signé une lettre dénonçant la disparition de Sergio Hernandez Rivera dans la Sierra Negra de Puebla au Mexique;
- Le 12 octobre, nous nous sommes déplacé.e.s à Bécancourt avec une délégation mexicaine afin de manifester notre appui aux travailleuses et travailleurs lockouté.e.s d'ABI;
- Le 19 octobre 2018, suite à la disparition de M. Sergio Hernandez Rivera et à l'intrusion dans les bureaux du MAIZ, situé à Tehuacán, au Mexique, une lettre a été rédigée par le CISO et signée par plusieurs organisations pour dénoncer l'intimidation, le harcèlement et la persécution des défenseur.e.s du territoire de la Sierra Negra. Cette lettre a été remise au Vice-consul du Mexique lors d'un rassemblement;
- Le 15 janvier 2019, suite à la fermeture d'une usine du Yucatán, au Mexique, une lettre de dénonciation a été envoyée au président des compagnies Lamour international, Coalision et Alabama Cotton pour dénoncer notamment les compensations insuffisantes données aux employé.e.s et les arriérés de salaire;
- En avril 2019, à l'appel du Collectif Échec à la Guerre, le CISO a signé la lettre « Venezuela : pour un changement radical de la politique canadienne », dénonçant le rôle du Canada dans le coup d'État en cours au Venezuela et demandant notamment la fin des sanctions;
- Le 24 avril, le CISO participe à un rassemblement de solidarité pour commémorer le 6^e anniversaire de l'écroulement de l'édifice du Rana Plaza au Bangladesh;
- Le 29 avril 2019, le CISO a envoyé une lettre au Sous-secrétaire des droits humains, migration et population du Mexique pour demander la fin

de l'impunité dans le cas de l'assassinat de Bety Cariño et de Jyri Jaakkola, en 2010.

RENCONTRES DE PLAIDOYER

Le 11 mars 2019, à l'invitation de l'AQOCI, le CISO a participé à une consultation d'Affaires mondiales Canada sur le Mexique. En collaboration avec plusieurs autres organisations, nous nous sommes entretenu.e.s avec Mme Sylvia Cesaratto sur les graves violations de droits envers les populations autochtones qui défendent leurs territoires et l'impunité des compagnies minières canadiennes; la répression vécue par les défenseur.e.s de droits et les journalistes; les impacts dévastateurs de l'ALENA sur les communautés paysannes et les travailleuses et travailleurs de maquiladoras; ainsi que sur le contexte syndical mexicain.

Le 20 mars 2019, en compagnie de l'ADDPD, à la demande du député Andrés Fontecilla, nous avons rencontré ses attaché.e.s politiques pour expliquer l'impact du projet de loi 9 du gouvernement québécois sur l'accès à la résidence permanente pour les travailleuses domestiques migrantes. Cette démarche a mené à la co-signature d'une lettre avec plusieurs organisations pour dénoncer l'injustice vécue par ces travailleuses migrantes.

Le 2 mai 2019, nous avons rencontré M. Philippe Lafrance, directeur de la circonscription de la députée Mélanie Joly, pour discuter avec lui des violations des droits vécues par les travailleuses du textile du Bangladesh, en particulier suite à la grave répression du mois de janvier 2019, alors que des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs se mobilisaient pour demander la hausse du salaire minimum. Nous avons saisi cette occasion pour demander la ratification de la Convention 189 de l'OIT sur les droits des travailleurs et travailleuses domestiques par le gouvernement canadien.

Le 13 mai 2019, le CISO a participé à une réunion tripartite avec le Haut Commissaire du Canada au Bangladesh pour discuter de la situation actuelle; des violations des droits des travailleuses et travailleurs, en particulier dans le secteur textile; de manières de lutter contre l'impunité des grandes firmes transnationales du textile; et des manières d'améliorer leurs conditions de travail et de prévenir les tragédies comme celle de l'écroulement du Rana Plaza en 2013.

COMMUNICATIONS

Les médias sociaux, représentent une bonne opportunité de rayonnement pour le CISO. C'est pourquoi un effort continu et considérable est nécessaire pour le relais d'information relative à la solidarité entre travailleuses et travailleurs d'ici et d'ailleurs. Il s'agit également d'un moyen de partager les outils d'éducation développés par le CISO ainsi que la présence de notre organisation dans divers projets et médias. Considérant l'importance que les communications représentent pour le rayonnement du CISO et de ses activités, Marie-Ève Caron a été mandatée pour en être responsable.

Page d'accueil Google Analytics



FACEBOOK

En date du 30 avril 2019, la page Facebook du CISO compte 2 575 abonné.e.s soit presque 500 de plus que l'année précédente, ce qui représente une augmentation de presque 25%. Le nombre moyen d'interactions par publication et le nombre de clics ont augmenté. La majorité des interactions avec les publications de la page sont des partages, ce qui signifie un bon taux d'engagement des abonné.e.s, ce qui dénote d'une bonne qualité des publications. Une bonne veille médiatique a d'ailleurs été mise en place pour analyser notre public, l'appréciation de la page ainsi que le flux de nouvelles relatives à la solidarité ouvrière.

Succès de différents types de publications en fonction de la portée et de l'engagement moyens.



SITE INTERNET

Le site Web du CISO a été légèrement adapté aux nouveaux standards du marché. Ainsi, les signets sociaux sont plus visibles; le site est optimisé pour les téléphones mobiles et les pages sont dorénavant indexées et référencées pour le moteur de recherche Google. Les différentes pages sont à jour et du contenu est ajouté lorsque c'est pertinent. Toutefois, la majorité des nouvelles et actualités partagées le sont sur Facebook. Nous avons également ajouté le paiement des cotisations avec PayPal pour faciliter les transactions et accommoder le plus de gens possibles. Dans les sections qui suivent, quelques données sur nos utilisateurs.

BULLETIN ÉLECTRONIQUE

Notre bulletin électronique a été modifié depuis la dernière année. Nous fonctionnons maintenant avec l'application MailChimp. Ce changement nous a permis d'améliorer le visuel du bulletin et de faire le tri de nos abonné.e.s. Nous avons maintenant plus de 1 400 abonné.e.s ce qui représente une faible augmentation par rapport à l'année passée. Depuis la migration de nos envois courriel, nous observons une moyenne d'ouverture du bulletin de

35% ce qui est bien considérant que la moyenne pour les organisations de solidarité est de 20%.



Édition du mois de mai 2019



TWITTER

Le compte Twitter du CISO compte actuellement 2 180 abonné.e.s soit 200 de plus que l'année précédente. Les principales publications proviennent de Facebook ou des retweet d'articles.

PRÉSENCE DU CISO DANS LES MÉDIAS

Cette année encore, le CISO a bénéficié d'un grand rayonnement dans les médias québécois mais aussi internationaux. En plus des nombreuses parutions dans les publications de nos membres, mentionnons les publications suivantes :

- « Le Canada doit condamner les crimes d'Israël », HuffPost Québec, 11/04/2018
- « Mexique : Plus de 50 ouvrières du textile congédiées pour avoir tenté de créer un syndicat indépendant », Facebook du CISO, 07/06/2018
- « Mexique : Assassinés pour s'être opposés à des mégaprojets extractifs dans la Sierra Nororiental de Puebla. », Facebook du CISO, 07/06/2018
- « 16 juin, Journée internationale des travailleuses domestiques : Les travailleuses domestiques ont des droits et il est temps de les faire respecter! », Cision, 16/06/2018
- « Légiférer pour les travailleuses domestiques », L'Aut journal, 10/09/2018
- « ABI: des syndicalistes mexicains sur les lignes de piquetage », Courrier du Sud, 11/10/2018
- « Mexique : une nécessaire solidarité », Journal des Alternatives, 16/11/2018

- « Israël et la Palestine: alerte à l'injustice! », Le Soleil, 26/11/2018
- « Palestine: alerte à l'injustice! », HuffPost Québec, 28/11/2018
- « Le travail forcé dans l'agroalimentaire : et si on en parlait », RCI, 09/04/2019

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires partageant les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud mondialisé, et qui luttent pour la justice et le respect des droits. Cette année, le CISO a notamment travaillé avec les groupes et réseaux suivants :

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)



Le CISO demeure un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et y a délégué sa coordonnatrice au conseil d'administration. Le CISO participe régulièrement aux activités d'éducation, de réflexion et de plaidoyer de ce réseau.

CONCERTATION POUR HAÏTI (CPH)



La Concertation pour Haïti (CPH) coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir la promotion des droits humains et des libertés fondamentales en Haïti, du développement solidaire et de la sensibilisation du public. Le CISO a maintenu sa participation à la CPH. La coordonnatrice et Marie Marsolais, membre individuelle et militante du CISO, y sont déléguées.

La CPH a organisé cette année un mini-colloque « Migrer pour vivre : nouveaux défis des migrations haïtiennes » afin de réfléchir sur les nouvelles

tendances de ces migrations et sur les manières de mieux défendre les droits des migrant.e.s haïtien.ne.s.

FONDATION LÉO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS



La coordonnatrice siège au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS



Le CISO est membre de la Ligue des droits et libertés, participe à ses activités et contribue à leur diffusion.

Ligue des droits et libertés

RÉSEAU QUÉBÉCOIS SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE (RQIC)



Bien que le CISO ne soit pas un membre régulier du Réseau, il a participé cette année à la réflexion sur l'avenir du réseau et de la réflexion et de la mobilisation sur les enjeux du libre-échange.

INFRASTRUCTURE

CONTRIBUTION DES MEMBRES

En 2018-2019, le CISO a pu compter sur des cotisations de plus de 95 000\$ de la part de ses membres organisationnels et individuels à travers le Québec. Nous souhaitons les remercier grandement pour leur appui solidaire, qui demeure essentiel à son action autonome.

FINANCEMENT DU MRIF

Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

- Une subvention de 45 000\$ par année nous a été accordée entre 2017-2020 dans le cadre du Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale du MRIF. Une nouvelle demande devra être faite en 2019-2020;
- Le CISO a bénéficié jusqu'à décembre 2018 du Programme québécois de développement international (PQDI) pour mettre en œuvre le projet CIBLE-Travail décent au Burkina Faso avec les partenaires syndicaux et de la société civile burkinabé;
- Le CISO a obtenu un financement de 30 000\$ sur deux ans du MRIF, dans le cadre du PQDI, entre 2018-2019 et 2019-2020, pour un projet d'organisation des « *pepenadores* » au Mexique en collaboration avec le FAT.
- Deux subventions salariales ont été attribuées au CISO en 2018-2019 et 2019-2020 : par Emploi-Québec et par le programme Communautaire.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen est la coordonnatrice du CISO.

Durant 6 mois, le CISO a pu compter sur l'apport d'Alexandre Darveau-Morin, à titre d'agent d'éducation et de mobilisation, grâce à une subvention d'Emploi-Québec. Il a contribué à la réalisation de plusieurs actions du volet Éducation autour de la campagne de lutte contre l'esclavage moderne. Une subvention de l'organisation Communautaire a permis d'embaucher Marie-Ève Caron à titre de chargée des communications du CISO jusqu'à la fin de 2019.

Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement.

Une quarantaine de personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Nicole de Sève au volet Éducation et de Marie Paradis, qui appuie la réalisation des activités du volet Solidarité et coopération

internationale, ainsi que celui de Leïla Mérabet qui a appuyé le volet éducation.

COMITÉ ÉDUCATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Éducation, en 2018-2019 :

- Nicole de Sève, CISO
- Alexandre Darveau-Morin, CISO
- Amélie Nguyen, CISO
- Guillaume Desmarais, APTS
- Iannick Gentes, FNEEQ-CSN
- Marie-Josée Rousse, CSQ
- Marc Thibault-Bellerose, FIQ
- Myriam Zaidi, FTQ

Cette année, l'action du comité a été jumelée à celle du comité de pilotage de la campagne contre le travail forcé.

COMITÉ COOPÉRATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Coopération en 2018-2019 :

- Amélie Nguyen, CISO
- Luc Allaire, CSQ
- Denise Gagnon, FTQ
- Manon Perron, CCMM-CSN
- Shirley Dorismond, FIQ

